

# Pacte pour la transition

## Mesure #15

**Soutenir l'émergence et la structuration d'acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire en intégrant des critères environnementaux et sociaux dans au moins un marché public**

### »» L'enjeu

La commande publique représente environ 15 % du PIB et constitue donc un levier important pour soutenir et structurer des acteurs locaux de l'économie sociale et solidaire.

La transition sociale, écologique et économique incontournable pour répondre aux enjeux majeurs à venir, trouvera sa source dans une dynamique territoriale portée par des leviers de coopération, et de mutualisation de moyens.

L'ambition d'une transition à forte utilité sociale ne pourra se faire sans les acteurs de l'économie sociale et solidaire inscrits au cœur des territoires et en interaction avec les citoyens, les collectivités et les entreprises.

### »» En pratique

Les achats réalisés par des collectivités publiques sont soumis à des règles spécifiques ayant leurs origines dans des accords internationaux et européens.

Depuis la directive « Marchés publics » de 2004 qui organisait pour la première fois les conditions de prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux, ce cadre juridique a constamment évolué et a été ajusté au fil des retours d'expériences. La commande publique durable constitue aujourd'hui une politique majeure du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie à travers son nouveau plan d'action pour 2015-2020.

De nombreuses initiatives qui relèvent de l'insertion par l'activité économique (IAE), de Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) de circuits courts économiques et solidaires (CCES), ... développent des activités en totale adéquation avec les objectifs de la transition. Leur mode de fonctionnement et leurs objectifs sont tournés vers un mieux disant social et environnemental plutôt qu'un moins disant financier. Inscrire des critères environnementaux et sociaux dans les marchés publics à travers une clause sociale leur facilite à la fois les connexions avec des entreprises privées lucratives qui prennent appui sur elles pour répondre à ces clause, mais aussi conforte leur propre développement.

## ➤➤ Aller plus loin

L'expérience a montré que l'intégration de critères environnementaux et sociaux dans les marchés publics n'avait pas toujours d'effets structurant localement : en effet, si l'offre des entreprises locales n'est pas organisée, celles-ci peuvent au contraire se retrouver exclus des appels d'offre faute de pouvoir répondre aux exigences.

Il est donc essentiel d'adopter une stratégie progressive pour accompagner une montée en puissance simultanée de l'offre et de la demande. Les collectivités locales disposent de nombreux autres leviers pour accompagner la structuration de l'offre en créant, par exemple, un pôle territorial de coopération économique ou en soutenant, plus généralement, l'émergence de « circuits courts » pôles territoriaux de coopération économique - PTCE (définition Article 9 de la loi relative à ESS - alinéa 1) : « Les pôles territoriaux de coopération économique sont constitués par le regroupement sur un même territoire d'entreprises de l'économie sociale et solidaire, au sens de l'article 1er de la présente loi, qui s'associent à des entreprises, en lien avec des collectivités territoriales et leurs groupements, des centres de recherche, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des organismes de formation ou toute autre personne physique ou morale pour mettre en œuvre une stratégie commune et continue de mutualisation, de coopération ou de partenariat au service de projets économiques et sociaux innovants, socialement ou technologiquement, et porteurs d'un développement local durable. »

Les Circuits courts économiques et solidaires - CCES :

*« Un circuit court économique et solidaire (CCES) est une forme d'échange économique, valorisant le lien social, la coopération, la transparence et l'équité entre les acteurs de l'échange. »*

Les circuits courts économiques et solidaires font naître une dynamique dans laquelle tous les acteurs de l'échange (producteur, distributeur, usager, consommateur...) sont impliqués dans le temps. Présents dans divers domaines - énergie, finance, habitat, culture, alimentation, commerce... -, ils interagissent et développent des écosystèmes vertueux, tant localement qu'à distance, et contribuent à des transformations sociétales. (Définition du LABO de l'ESS janvier 2015).

Cet enjeu et ces pratiques sont inscrits dans la loi relative à l'ESS. Loi qui valorise ce mode d'entreprendre et développe les moyens à son changement d'échelle, spécifiquement en son chapitre III, article 13 sur la commande publique.

## ➤➤ Ils l'ont fait

Domb'Innov - Pôle territorial économie sociale Dombes Val de Saône (Ain) Et si créer plus d'une entreprise de l'économie sociale chaque année sur un territoire était possible ? Et si les entreprises du [PTCE](#) maintenaient leur croissance annuelle au-dessus de 10% grâce à la mutualisation ?

Domb'Innov anime cette dynamique avec ses membres. Trois [SCOP](#), deux SAS et sept associations (dont deux fiscalisées) ont des métiers très différents : de la construction de machines de traitement de l'air au Cinéma, en passant par les crèches et l'espace vert. Toutes ces entreprises à forte utilité sociale partagent néanmoins les mêmes objectifs :

- développer les services nécessaires au territoire
- créer des emplois ou des trajectoires d'insertion/professionnalisation pour les habitants
- proposer de nouvelles approches de l'économie et de l'entrepreneuriat

Elles ont choisi de les porter ensemble, en mobilisant un large partenariat avec les citoyens, les collectivités locales et de nombreux réseaux de l'[ESS](#).

## ➤➤ Ressources

Le plan national pour des achats publics durables 2015-2020 :  
[http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Plan\\_national\\_d\\_action\\_pour\\_les\\_achats\\_publics\\_durables\\_2015-2020.pdf](http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Plan_national_d_action_pour_les_achats_publics_durables_2015-2020.pdf)

Plus d'information sur le site du labo de l'ESS :

<http://www.lelabo-ess.org/?-Poles-territoriaux-de-cooperation-36->

<http://www.lelabo-ess.org/?-Circuits-courts-economiques-et-63->

## ➤➤ Structure(s) ou personne(s) à contacter

BERNON /Françoise / Déléguée générale/ francoise @lelabo-ess.org / 01 80 05 82 00